

## COMMUNIQUE DE PRESSE

N° 254

### Déclaration de Pierre Bouldoire sur la réforme des collectivités territoriales

**Présent en début de semaine à la réunion des conseillers généraux à Paris, Pierre Bouldoire, Président de Thau agglomération, maire de Frontignan et conseiller général communique :**

« La taxe professionnelle est, certes, très imparfaite mais ce qui nous est proposé aujourd'hui est bien pire. Il serait préférable de ne rien toucher. L'Etat nous annonce une compensation euro pour euro, mais c'est une promesse sans aucune garantie puisque son déficit est abyssal. On ne peut y croire et la parole de l'Etat est encore plus déficitaire que son budget.

En outre, cette éventuelle compensation n'intéresse pas les élus locaux car, selon le principe qui paie commande, l'Etat nous dicterait ensuite les affectations des budgets compensatoires. Les collectivités locales y perdraient en autonomie. Cette réforme équivaut à une recentralisation.

Enfin, la taxe professionnelle est le reflet d'un dynamisme économique. Pour Thau agglomération, elle représente 26,7M€ en 2009 et connaît une augmentation de 6% depuis deux ans. Si on fige la compensation de l'Etat, on prive Thau agglomération d'une recette en pleine croissance.

A la différence du budget de l'Etat, les budgets des collectivités sont équilibrés. Dans le cas où ils ne le sont pas, les collectivités n'ont pas d'autre solution que de lever l'impôt et elles doivent avoir le courage de le faire. Aujourd'hui, l'Etat - dont la gestion affiche un déficit vertigineux - n'a pas le courage d'augmenter les impôts. Et même en visant la suppression du service public, comme il cherche à le faire à travers toutes les réformes en cours, il ne parvient pas à stopper son déficit. Alors il veut faire porter aux collectivités le chapeau des augmentations. C'est le cancre qui donne des leçons aux bons élèves.

L'attitude de Sarkozy et celle de son gouvernement sont incohérentes, car dans le même temps qu'on fait glisser les collectivités vers une augmentation des impôts qui touchera principalement les classes moyennes, on prend des mesures pour protéger les plus riches à travers le bouclier fiscal.

Le bras de fer qui s'ouvre à travers ce projet de réforme ne relève pas d'un affrontement droite/gauche. A la réunion des conseillers généraux, se trouvaient des élus de droite qui étaient opposés à cette réforme.

Les entreprises non plus ne lui sont pas favorables. Car 75% de l'investissement public sont aujourd'hui assurés par les collectivités locales. Les entreprises sont inquiètes car elles voient se volatiliser 75% de leurs marchés potentiels. Et cela dans un contexte difficile pour elles alors que les banques, qui à la différence des entreprises ne créent pas la richesse, ont renoué avec le profit.

En même temps qu'il prépare cette réforme, le gouvernement tente de faire diversion avec un pseudo débat sur l'identité nationale ou sur la liberté d'expression d'un Prix Goncourt. On assiste actuellement à un glissement dangereux de la droite républicaine sur le terrain des valeurs de l'extrême-droite. C'est pourquoi, au-delà des enjeux techniques et financiers de cette réforme, élus locaux et citoyens doivent rester vigilants et refuser sa mise en œuvre.

|   |
|---|
| <p><b>Service Communication de Thau agglomération</b><br/><b>Relations Presse : Michèle Compos</b><br/><a href="mailto:m.compos-danielzik@agglo-bassindethau.fr">m.compos-danielzik@agglo-bassindethau.fr</a><br/>04 99 57 61 05 – 06 30 87 19 29</p> |
|---|